

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 10 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CULTURES FRANCE CHAMPIGNON

Lieu-dit La Tourte
49160 LONGUE JUMELLES

Références : 2022-225_CULTURES FRANCE CHAMPIGNON LONGUÉ_INSP_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement CULTURES FRANCE CHAMPIGNON implanté Lieu-dit La Tourte 49160 LONGUE JUMELLES. L'inspection a été annoncée le 19/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CULTURES FRANCE CHAMPIGNON
- Lieu-dit La Tourte 49160 LONGUE JUMELLES
- Code AIOT dans GUN : 0006303238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SCA CULTURES FRANCE CHAMPIGNON exploite sur la commune de Longué-Jumelles, au lieu-dit "La Tourte", une unité de fabrication de compost et des salles de cultures de champignons.

Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er mars 2005.

Le site est constitué de deux parties :

- à l'ouest, « La Tourte » (LT), partie la plus ancienne du site : accueillant la centrale de compostage et une partie du centre de cultures ;
- à l'est, « La Grande Pièce » (LGP), accueillant l'extension du centre de cultures, autorisée par l'arrêté du 1er mars 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale contrôle des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II + article 5.2-2e alinéa de l'AP du 01/03/2005	/	Sans objet
Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance du débit et prélèvements asservis au débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60.1° et 2° + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005	/	Sans objet
Modalités de réalisation de l'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Respect VLE débit	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.3.4	/	Sans objet
Respect VLE concentration et flux macropolluants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 32 + article 12.3.4 de l'AP du 01/03/2005	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005	/	Sans objet
Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I et 60.2° + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005	/	Sans objet
Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets en interne et transmet les résultats de cette autosurveillance via GIDAF. Les recalages semestriels prescrits sont bien réalisés. En revanche, l'exploitant ne dispose pas de procédures suffisantes pour garantir la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage, de mesures de débit et d'analyses. Certaines modalités de surveillance doivent par ailleurs être ajustées pour répondre à la réglementation : prélèvement sur 24H (et non sur une semaine), mesure de la température.

Des dépassements des valeurs limites de rejets (débit, concentration et flux) sont constatés en 2020 et 2021. La situation s'améliore notablement depuis mi-2021, mais l'exploitant devra justifier d'un retour pérenne à la conformité des rejets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II + article 5.2-2e alinéa de l'AP du 01/03/2005
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a fourni des plans des réseaux pour les différentes parties du site, plans mis à jour en 08/2019. Les réseaux d'alimentation en eau (eau de forage, eau de ville) et les réseaux eaux pluviales, eaux résiduaires industrielles, eaux collectées dans la fosse à purin, et eaux sanitaires figurent sur les plans. Les dernières modifications de réseaux intervenues en 2021 lors de la mise en place du recyclage des rejets des lagunes ne sont pas intégrées sur les plans. → L'exploitant procédera à la mise à jour des plans pour tenir compte des dernières modifications.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose d'un point de rejet côté La Grande Pièce (LGP) et d'un point de rejet côté La Tourte (LT). Il a toutefois été noté lors de la visite l'absence de rejet côté LGP, suite à la mise en place du recyclage des rejets (projet présenté dans l'étude de réduction des consommations d'eau). Les rejets LGP traités dans les lagunes LGP sont désormais renvoyés en sortie des lagunes LT (depuis mi-avril 2022). Les effluents LT+LGP, traités par lagunage et déphosphatation, partent ensuite sur un système de traitement à l'ozone en vue de leur recyclage, ou sont rejetés en passant dans le dispositif de comptage et prélèvement du site LT. Chaque point de rejet est équipé d'un canal de mesure avec débitmètre, pHmètre, et d'un préleveur automatique. En revanche, le suivi de la température des effluents rejetés n'est pas réalisé. Les équipements sont accessibles pour toute intervention, y compris pour les intervenants extérieurs. → L'exploitant équipera le point de rejet LT (seul point de rejet qui subsiste depuis la mise en place du recyclage) d'une mesure de température.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance du débit et prélèvements asservis au débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60.1° et 2° + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu. Les échantillons sont constitués sur une durée de 24H et sont représentatifs du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : À chaque point de rejet, le débit est mesuré en continu et relevé une fois par jour. Les échantillons constitués via les préleveurs automatiques le sont sur une durée d'une semaine, ce qui n'est pas conforme aux prescriptions, qui imposent que les échantillons analysés soient constitués sur une durée de 24H. Jusqu'à l'arrêt des rejets sur le point de rejet LGP, le prélèvement était asservi au temps et non au débit. En revanche, le prélèvement sur le point de rejet LT est bien réalisé de façon proportionnelle au débit de l'effluent. Après la visite, l'exploitant a indiqué avoir pris en compte la nécessité de réaliser des échantillons sur 24H, et avoir ajusté en conséquence le volume unitaire prélevé par le préleveur automatique. → L'exploitant procédera à la constitution d'échantillons sur une durée de 24H et justifiera que les échantillons sont représentatifs du fonctionnement des installations (justification de la pertinence du réglage du préleveur automatique (volume unitaire prélevé) au regard du débit rejeté, choix de la journée d'analyse pour les analyses hebdomadaires et mensuelles).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités de réalisation de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'autosurveillance est réalisée en interne par l'exploitant : débitmètre, préleveur automatique, échantillonnage, et analyses des paramètres MES, DBO5, DCO, NGL et Pt dans le laboratoire interne. Seules les analyses des substances dangereuses (HCT, AOX, Zn, chloroforme, Cr et Cu) sont réalisées par un laboratoire externe accrédité, à l'occasion des contrôles de recalage (cf. point de contrôle suivant). L'exploitant dispose d'une procédure « conduite des lagunes » pour les 2 parties du site (lagunes LT et lagunes LGP) mise à jour en 06/2021, qui décrit les opérations d'entretien, nettoyage et vérification réalisées en interne sur le matériel de prélèvement et de mesure de débit (nettoyage de la sonde de débit et du canal Venturi, vérification de l'étalonnage du débitmètre, nettoyage du préleveur automatique, ...). L'étalonnage des débitmètres (contrôle de débit pour 3 hauteurs de piges différentes), prévu trimestriellement, n'a toutefois pas été réalisé en 2021. Aucune vérification externe des équipements (bon fonctionnement et réglage du préleveur automatique, vérification du débitmètre) n'est réalisée. Le contrôle de recalage réalisé semestriellement permet néanmoins de s'assurer de l'absence de dérive dans la mesure du débit. L'exploitant ne dispose pas de procédure ou manuel d'autosurveillance, décrivant les modalités d'échantillonnage, et en particulier la méthodologie mise en œuvre pour l'étape d'homogénéisation du volume collecté (respect du critère de conformité pour le système d'homogénéisation en s'appuyant sur le FD T 90-523-2 non justifié). L'agent qui relève les bidons du préleveur automatique réaliserait une homogénéisation entre les différents bidons sans protocole particulier. L'exploitant dispose de protocoles d'analyse pour chaque substance. Les performances des méthodes, parmi lesquelles la limite de quantification (déterminée par exemple selon NF T90-210) et l'incertitude de mesure (déterminée par exemple selon NF EN ISO 11352), ne sont toutefois pas précisées. Récemment, l'exploitant s'est doté d'étalons afin de procéder à des calages analytiques mensuelles pour les paramètres DCO et NGL (P à venir). La validation périodique du dispositif d'autosurveillance s'effectue au travers des recalages semestriels (cf. point de contrôle suivant). Globalement, l'exploitant ne dispose pas des procédures permettant de garantir la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage, de mesures de débit et d'analyses. Le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, n'était pas connu de l'exploitant. → L'exploitant réalisant lui-même les opérations d'échantillonnage et d'analyses, il lui appartient d'établir et mettre en œuvre les procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage, de mesures de débit et d'analyses, et des enregistrements démontrant leur adéquation. L'exploitant peut s'appuyer sur les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, qui sont réputées satisfaire à ces exigences.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005
Thème(s) : Actions nationales 2022, Recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. Selon l'AP, l'exploitant doit faire procéder tous les semestres à un recalage de son autosurveillance par un laboratoire agréé.
Constats : L'exploitant fait procéder chaque semestre à un recalage des deux points de rejets LT et LGP (en 2021, recalages réalisés en juin et novembre, auxquels s'est ajouté un contrôle inopiné en octobre) qui consiste en : <ul style="list-style-type: none">- une mesure de débit comparative (mesure par matériel installé par le laboratoire, comparée à mesure réalisée avec le débitmètre de l'exploitant) ;- un prélèvement réalisé par le laboratoire IRH Beaucauzé, qui est bien accrédité pour la réalisation des prélèvements (accréditation n°1-2462) ;- des analyses réalisées par le laboratoire Eurofins, qui dispose de l'accréditation n°1-0685 pour les analyses d'eau (accréditation concernant tous les paramètres objet de la surveillance sur le site). Pour les mesures de débit, il est bien réalisé une comparaison entre la mesure réalisée en interne et celle réalisée par le prestataire externe. Il en ressort en 2021 des écarts satisfaisants (moins de 5 % d'écart). Pour les résultats d'analyses, l'exploitant dispose d'un tableau de suivi pour comparer les résultats des analyses internes et externes. Les constats d'écart ne sont toutefois pas analysés ou pas consignés (pas d'observation ou pas de mention de la recherche des causes et des actions correctives prises le cas échéant).
Observations : → L'exploitation des résultats des contrôles de recalage doit être améliorée (définition des écarts non satisfaisants, recherche des causes des écarts et mise en place des actions correctives) et faire l'objet d'une meilleure traçabilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance des rejets aqueux sont déclarés sur GIDAF depuis 2013. Le délai de transmission (le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure) n'est toutefois pas respecté : transmission hors délai 7 mois sur 12 en 2021. → L'exploitant doit veiller à transmettre ses déclarations sur GIDAF dans le délai requis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I et 60.2° + article 12.5 de l'AP du 01/03/2005
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Les fréquences minimales fixées à l'article 60 de l'AM du 02/02/1998 sont respectées, selon les flux rejetés. Les fréquences de surveillances fixées à l'article 12.5 de l'AP du 01/05/2005 sont également respectées : - hebdomadaire pour le pH, la DCO, les MES - mensuelle pour la DBO5, l'azote global et le phosphore total.
Constats : Le programme de surveillance des macropolluants est fixé dans l'AP du 01/03/2005 (fréquences conformes aux fréquences imposées à l'article 60 de l'AM du 02/02/1998 modifié). Les fréquences de surveillance pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NGL et Pt sont respectées (selon les déclarations GIDAF transmises). L'exploitant a par ailleurs transmis le 23/03/2020 une proposition complétée de programme de surveillance des substances dangereuses, faisant suite aux observations formulées lors de la visite d'inspection du 03/07/2019. Les fréquences de surveillance proposées (semestrielle pour Zn, chloroforme, HCT, AOX, et annuelle pour Cu, Cr) n'appellent pas d'observation. L'exploitant a procédé en 2020 et 2021 à la surveillance de ces paramètres selon les fréquences proposées. Les résultats des analyses ont été fournis dans le bilan annuel, et dans GIDAF, sauf pour le paramètre AOX qui ne figure pas dans le cadre GIDAF. Le cadre GIDAF sera complété par l'inspection en conséquence (cadre complété opérationnel à compter du 01/06/2022). En revanche, aucun positionnement pour le Fer n'est fourni. Pour l'Aluminium, il est indiqué que le process n'est pas susceptible de produire la substance, et aucune surveillance n'est proposée, malgré l'absence d'analyse. Ces substances sont pourtant susceptibles d'être présentes dans les rejets, en raison notamment des produits de traitement de l'eau utilisés.
Observations : → Un positionnement est attendu pour les paramètres Al et Fe. 4 mesures mensuelles seront réalisées et l'exploitant proposera à l'issue une fréquence de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.3.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Le débit journalier maximum est limité à 250 m ³ /j. AM du 02/02/1998 - article 21-III-4e alinéa : « Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. »
Constats : Le volume maximum a été respecté en 2020, au vu des débits déclarés sur GIDAF (somme des volumes rejetés côté LT et côté LGP). En revanche, en 2021 et début 2022, des dépassements récurrents et significatifs sont constatés : - en juin, juillet et août 2021 (23 %, 42 % et 17 % de valeurs non conformes respectivement, dont une valeur en juin dépassant 2 fois la VLE avec un débit de 568 m ³ /j) ; - en décembre 2021 (27 % de valeurs non conformes, dont deux valeurs dépassant 2 fois la VLE avec un maximum de 766 m ³ /j) ; - en janvier 2022 (27 % de valeurs non conformes, avec un maximum de 375 m ³ /j). L'exploitant explique ces dépassements par la forte pluviométrie (augmentation des EP polluées sur les plateformes côté LT), ainsi que par les travaux liés à la mise en place du recyclage qui ont nécessité ponctuellement de rejeter un volume journalier plus important. Les débits rejetés sont entièrement conformes en mars et avril 2022. → Il appartient à l'exploitant de prendre toutes les dispositions pour lisser ses rejets, et anticiper les opérations générant un volume plus important d'effluents. L'exploitant précisera les actions pouvant être mises en œuvre pour gérer les situations de fortes pluviométries (lissage, stockage, ...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE concentration et flux macropolluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 32 + article 12.3.4 de l'AP du 01/03/2005

Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées dans l'AM du 02/02/1998.

Les valeurs limites fixées par l'AP du 01/05/2005 + le courrier de l'inspection du 01/03/2006 sont :

- 6,5 < pH < 9
- MES : 35 mg/l et 8,75 kg/j
- DCO : 125 mg/l et 31,25 kg/j
- DBO5 : 30 mg/l et 7,5 kg/j
- NGL : 15 mg/l et 3,75 kg/j
- Pt : 2 mg/l et 0,5 kg/j

Constats :

Selon les déclarations GIDAF (2020 à avril 2022) et les bilans annuels transmis (années 2020 et 2021), il est constaté :

Pour les rejets de LT (en concentration) :

- des dépassements récurrents des concentrations limites en MES, DBO5 et NGL en 2020 et 2021, et encore début 2022 (mais plus ponctuellement pour les MES), avec des valeurs dépassant 2 fois les VLE pour les MES en 2020 et 2021 et pour la DBO5 en 2021 ;
- des dépassements ponctuels de la concentration limite en DCO en 2020 et 2021, mais rejets conformes depuis mi-2021 ;
- des dépassements ponctuels de la concentration limite en Pt en 2020 et début 2021, puis une situation conforme à partir de mi-2021 (effet du système de déphosphatation mis en œuvre à partir du 2nd semestre 2021) ;

Pour les rejets de LGP (en concentration) :

- des dépassements récurrents des concentrations limites en MES et DBO5 en 2020 et 2021, avec des valeurs dépassant 2 fois les VLE en 2021, et des dépassements ponctuels début 2022 ;
- des dépassements ponctuels de la concentration limite en DCO en 2021, mais rejets conformes début 2022 ;
- rejets en NGL globalement conformes ;
- des rejets en phosphore conformes depuis 2020, effet du système de déphosphatation mis en œuvre à partir de février 2020.

Arrêt des rejets mi-avril et renvoi vers la sortie des lagunes LT (cf. 2e point de contrôle).

Pour la somme des rejets LT et LGP (en flux) :

- des dépassements récurrents en 2021, jusqu'en juillet, du flux limite en MES, avec des dépassements de 2 fois la VLE, mais un retour à la conformité complète à partir d'octobre 2021 ;
- des dépassements ponctuels en DBO5 et DCO, en 2021 jusqu'en juillet, avec néanmoins des dépassements de 2 fois les VLE, mais un retour à la conformité complète à partir d'août 2021 ;

La mise en place d'un système de déphosphatation et abattement physico-chimique des MES sur chacun des 2 systèmes de lagunage (polyhydroxychlorure d'aluminium entra lagunes 2 et 3) a permis d'améliorer notablement la qualité des rejets sur les paramètres MES et P.

Les dépassements constatés en 2021 sont expliqués sur GIDAF principalement par :

- l'embourbement de certaines lagunes, en particulier par les boues de déphosphatation,
- les fortes pluviométries sur certaines périodes (cf. constat sur les débits),
- la déstabilisation des systèmes de traitement lors des modifications (ajout des systèmes de déphosphatation, mise en place du recyclage).

[...]

<p>[...]</p> <p>En conclusion, tous les flux sont conformes depuis septembre 2021, mais il persiste jusqu'en mars 2022 des concentrations non conformes en MES, DBO5 et NGL en sortie LT.</p> <p>L'exploitant évoque une capacité épuratoire réduite en période hivernale pour expliquer les dépassements d'azote en particulier. L'exploitant indique par ailleurs que la montée en puissance du recyclage des rejets permettra d'améliorer la situation.</p> <p>→ L'exploitant devra justifier d'un retour pérenne à la conformité des rejets.</p> <p>Il justifiera des actions mises en place pour anticiper la dégradation des systèmes de traitement, notamment anticiper la problématique récurrente d'embourbement des lagunes (anticipation et renouvellement plus fréquent des curages, ...).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'impact du système de recyclage sur les rejets devra être déterminé (volume moindre, impact sur les concentrations et flux).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Dépassements et actions correctives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les causes des dépassements et les actions correctives proposées et mises en œuvre sont mentionnées sur GIDAF par l'exploitant.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les causes des dépassements mériteraient d'être précisées dans certains cas. Par exemple, lorsqu'un embourbement d'une lagune est évoqué, préciser sur quel système (LT et LGP) et quelle lagune est concernée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>